

Xstrata-Glencore : une fusion qui vaut «l'or du Pérou» et la discrétion suisse

Par Charles-André Udry et Victor Alvarado

Début mars 2012, les deux géants Xstrata et Glencore, dont le siège se trouve dans le canton de Zoug (Suisse), fusionnent pour 69 milliards d'euros. Xstrata est le très grand opérateur minier. Glencore est la société de négoce de matières premières. La fusion s'est faite par échange d'actions représentant, alors, 90 milliards de dollars, soit, au cours du moment, 68,6 milliards d'euros.

C'est le plus important «rapprochement» dans le secteur des matières premières au cours de l'histoire post-Seconde Guerre mondiale. La position oligopolistique de ces deux partenaires leur permet d'être des acteurs contrôlant une chaîne allant de la production minière et agricole jusqu'à la commercialisation, en passant par la fixation partielle de prix de référence dans des segments vitaux de l'économie mondiale. Le choix de Zoug n'est pas dû au hasard: des impôts réduits au minimum et une liberté d'action, face à des sanctions et à des embargos, qui relève d'une «liberté de commerce» plus qu'helvétique.

De lourds parachutes dorés

Le père de Glencore, Marc Rich – réfugié fiscal des Etats-Unis en Suisse, ayant obtenu le passeport espagnol, puis israélien et belge –, a été amnistié par Clinton en 2001. Il avait financé généreusement sa campagne électorale. Il s'était fait une spécialité (enrichissante) de contourner les embargos pétroliers en faveur du régime d'apartheid d'Afrique du Sud, ou des sanctions touchant l'Iran. Marc Rich a été très vite présent en Chine où une place était réservée pour sa voiture, avec son nom, devant le principal hôtel de Beijing. Ses successeurs – et amis et ennemis – sont faits du même bois.

Les banquiers ayant conseillé la fusion ont touché le gros lot: près de 180 millions de dollars pour JPMorgan, Deutsche Bank, Goldman Sachs, Nomura (conseils de Xstrata) et Citigroup, Morgan Stanley, Credit Suisse et BNP Paribas (conseils de Glencore). D'une part, le choix des banques fait partie de la escalader les sommets du classement des banques aptes à opérer de telles fusions et acquisitions. Glencore, qui cultive le secret, était déjà entré en Bourse avec l'aide de Morgan Stanley et Citigroup.

Morgan Stanley avait, en 2003, sous la houlette de Michel Antakly, été le conseiller de Alcan (le canadien de l'aluminium) pour absorber Péchiney, anciennement dirigé par le patron des partons français (alors le CNPF): Jean Gandois. Un Gandois qui avait engagé la «jeune» Martine Aubry pour diriger une de ses usines modèles dans le groupe d'aluminium Péchiney.

Dans ce genre de rapprochement – une société qui fait plus de 228 milliards de chiffre d'affaires – les 73 dirigeants de Xstrata vont toucher 260 millions de dollars. Pourquoi? Soit pour qu'ils gardent leur poste, Glencore.

Le directeur de Xstrata, Mick Davis, va recevoir une «prime de fidélité» pour rester au commandement jusqu'en 2015: soit 14,9 millions par année. Il ne faut pas être mesquin. Le président de Xstrata n'a pas manqué de souligner l'importance de la transition dans une telle fusion et donc le prix à mettre pour assurer son succès.

Les poissons pilotes des Emirats du Golfe (pétroliers et place financière) ont vite pointé leur museau. Ainsi, le Fonds souverain du Qatar (Qatar Investment Authority) est partie prenante, à hauteur de 9%, du capital de la nouvelle société «zougoise». Disons, plus exactement, la firme ayant son site dans ce paradis des paradis fiscaux suisses : Zoug. Les sièges respectifs de Glencore et de Xstrata ne sont pas distants de plus de 3 ou 4 kilomètres, pour ceux qui connaissent «le coin».

Humala se fujimorise, Xstrata en profite...

Mais l'exploitation des mines impose, selon la logique même du capitalisme, une exploitation féroce de la force de travail, avec des normes qui sont d'autant plus «libérales» que le pays est pauvre. Et, dans le prolongement de cette exploitation, il y a le pillage et la destruction de l'écosystème. C'est ce qui se passe au Pérou.

Un Pérou où le président Ollanta Humala, entré en fonction le 28 juillet 2011 (élu le 5 juin 2011 pour remplacer le «social-démocrate» Alan Garcia), a reçu le soutien du Prix Nobel de littérature: le libéral de droite (antérieurement stalinien) Vargas Llosa, ex-candidat malheureux à la présidence du Pérou en 1990.

La «grande transformation» prônée par Humala se fait contre les gens ; l'élection s'était faite «avec les gens». Il va ainsi, vu sa perte de soutien au parlement, devoir faire l'alliance avec les fujimoristes, soit le clan d'Alberto Fujimori.

Ce dernier dirigea d'une main de fer le Pérou de juillet 1990 à novembre 2000. Accusé, entre autres, de corruption, il s'enfuit en 2000 au Japon. Il a été arrêté en 2005 au Chili, lors d'un «malencontreux» voyage. Il fut condamné en 2007, puis encore en 2009, non seulement pour corruption et divers délits, mais pour atteintes graves aux droits de la personne humaine (kidnappings, assassinats) dans le cadre

de «la lutte contre le terrorisme». En 2009, il fut aussi condamné pour avoir donné 15 millions de dollars à l'ex-chef de la «sécurité» – soit de la guerre de contre-insurrection d'une rare brutalité – Vladimiro Montesinos. La fille de Fujimori, Keiko, est arrivée en deuxième place, lors de l'élection présidentielle de 2011!

Ollanta Humala a besoin d'une majorité au Congrès péruvien pour les années à venir. Il passera, dès lors, les alliances nécessaires. Mais il doit faire face à une mobilisation populaire sur divers fronts. L'un de ces fronts réside dans l'opposition à Xstrata qui pollue une région, l'eau de cette région et traite durement les mineurs. Des mineurs qui sont réprimés par l'armée et la police du «populiste indien» Humala !

Avec une certaine continuité par rapport au fujimorisme, de multiples canaux de télévision péruviens et une partie de la presse ont immédiatement caractérisé les batailles des paysans indiens pour la sauvegarde de leur «écosystème» et pour la protection de l'eau comme relevant d'un «terrorisme-snedérsite».

Cette formule fait allusion à *Sendero Luminoso* (Sentier Lumineux) – de son vrai nom : Parti communiste du Pérou-Sentier Lumineux. Une organisation dirigée, dans les années 1980 et début 1990, par Abimael Guzman Reynoso, «théoriquement et politiquement omniscient». Il a été arrêté en septembre 1992. Condamné et emprisonné dans des conditions infra-humaines. La période d'affrontement militaire, surtout durant la période de 1989-1992, a laissé des blessures profondes au Pérou.

Donc, les accusations lancées contre les paysans indiens par les médias, avec l'assentiment de Humala – qui s'était engagé, durant la campagne électorale, à soutenir leurs revendications –, sont un signal donné pour la répression.

A Cajamarca, les mines d'or, qui utilisent beaucoup d'eau, sont situées dans les hautes montagnes surplombant la ville. La mine d'or de Yanacocha, à ciel ouvert, est la plus grande d'Amérique du Sud. Elle est contrôlée par le groupe américain Newmont.

«*L'entreprise est en altitude, 3000, 3500 m, où naissent les sources, et ce qui s'y passe a une répercussion immédiate sur l'eau en contrebas*», souligne un ingénieur allemand, Reinhard Seifert (AFP, 25 novembre 2011). La population de Cajamarca s'oppose fermement au nouveau projet d'or et de cuivre : Conga.

Le consortium Yanacocha doit lancer ce projet en 2014; ce qui implique un investissement de 4,8 milliards de dollars. Et qui va sacrifier quatre lacs-réservoirs, pour en reconstruire quatre artificiels !

«*Pour le malheur des paysans qui y vivent, cette zone d'altitude d'où provient l'eau est aussi là où se trouve l'or, disséminé en fines particules dans la roche*», explique l'ingénieur. Que ce soit dans le sol ou dans le procédé d'extraction, «*l'eau et l'or sont liés, et inséparables*». La pollution au mercure, propre à l'exploitation de l'or, est aussi un sujet d'affrontement entre les paysans indiens et les groupes miniers.

Xstrata fait de même : les mines du géant polluent deux rivières, à Espinar. Nous publions ci-dessous un article publié au Pérou à ce propos. Xstrata a du métier : l'administrateur de la compagnie a, assez vite, admis qu'elle n'avait pas vraiment respecté les normes environnementales: celles qui sont écrites, insuffisantes par ailleurs, mais rarement appliquées. Comme il se doit.

Les mineurs et les paysans attendent des «dédommagements» à hauteur des «primes de fidélité» perçues par les dirigeants de Xstrata. Car, eux, savent mélanger l'or et l'air pur de Zoug.

(Charles-André Udry)

Le rapport du Ministère de la santé accusant Xstrata de contaminer deux rivières à Espinar existe!

Par Victor Alvarado Le gouvernement du président Humala et l'entreprise Xstrata Tintaya ont présenté les événements survenus à Espinar comme n'étant que le fait de violences commises par des d'agitateurs anti-miniers. Ils cachent ainsi de manière déplorable au pays les risques auxquels sont exposées les populations des communautés paysannes suite aux rejets que l'entreprise minière jetterait dans les rivières Salado et Cañipia dont les eaux sont utilisées pour la consommation humaine et pour le bétail de quatre districts et sept communautés paysannes de cette province.

C'est en novembre 2011 que les autorités et les communautés paysannes ont déposé auprès du Ministère de l'environnement de Espinar une plainte concernant cette probable pollution. On a tenté de rejeter la plainte sous prétexte qu'elle serait fondée sur un rapport concernant non pas Xstrata Tintaya, mais sur un autre rapport sur les «*Risques de contamination du projet minier Quechua-Cusco*», réalisé le 4 octobre 2010 par le Centre national de santé Ocupaciones et la Protection de l'environnement pour la santé – CENSOPAS – du Ministère de la santé.

Le rapport existe cependant bel et bien

Veronika Mendoza, membre du Congrès, à laquelle on a attribué l'utilisation de ce rapport ne concernant pas Xstrata, a mis les points sur les i en déclarant publiquement que ce n'était pas sur ce rapport que se fondait la plainte déposée par les autorités et les populations affectées. Elle a affirmé qu'elle s'appuie sur un autre rapport publié également par CENSOPAS intitulé «*Risques pour la santé de l'Exposition à des Métaux Lourds dans la Province de Espinar-Cusco*» réalisé entre août et octobre 2010 parallèlement à l'autre rapport et que le Ministre de la Santé Alberto Tejada avait remis en janvier 2012.

«*Je ne me suis jamais référée au rapport concernant le projet minier Quechua-Cusco, mais à l'autre rapport sur les risques pour la santé de l'exposition à des métaux lourds qui affectent Espinar et qui préconisent l'adoption de mesures préventives adéquates par les autorités*» a-t-elle expliqué dans des déclarations diffusées sur le site de communication interculturelle *Servindi*.

Il faut souligner que la plainte concernant la contamination des fleuves Salado et Cañipia, dans les bassins au sein desquels opère l'entreprise minière Xstrata et qui affecte quatre districts et sept communautés paysannes, déposée au Ministère de l'environnement d'Espinar qui a ouvert l'enquête le 21 novembre 2011. Elle est fondée sur les études de l'ingénieure environnementale Eike Humpel et non sur le rapport de CENSOPAS obtenu par la congressiste Mendoza en janvier de cette année.

Ce rapport a été ajouté a posteriori à la plainte parce qu'il confirme les études de l'ingénieure Humpel. D'après le rapport de CENSOPAS, qui confirme les termes de la dénonciation pénale des autorités d'Espinar, sur 506 personnes ayant subi des analyses dans les districts de Espinar, Pallpata, Occoruro et Pichigue, situés dans l'aire d'influence de Xstrata Tintaya, le 5.5% présentent des valeurs supérieures à la limite admise de mercure et 24 d'entre elles présentaient de l'arsenic dans l'urine.

On a également trouvé des concentrations d'arsenic dans deux échantillons et de mercure dans 33 échantillons d'eau destinée à la consommation humaine qui étaient supérieures aux limites admissibles établies par les DS 002-2008-MINAM et 031-2010-SA ainsi que par les lignes directrices de l'OMS.

Mea culpa

Lorsque cette information a été publiée, mercredi 23 mars 2012, dans le quotidien *El Comercio* de Lima, l'administrateur de l'entreprise Xstrata Tintaya, Edgardo Orderique Luperdi, a admis publiquement : «*Oui, nous sommes effectivement au-dessus des normes permises, mais nous avons cinq ans pour nous mettre en règle*», laissant entendre qu'ils vont continuer pendant encore cinq ans à nuire les populations en déversant leurs résidus dans les fleuves et en contaminant l'eau.

Dans des déclarations, franchement discutables, qui jettent le discrédit sur le gouvernement, le Ministre de l'Energie et des Mines, Jorge Merino a déclaré ce jeudi 31 mai 2012 sur la chaîne de télévision RPP que la compagnie minière ne polluait pas l'environnement et qu'il s'agissait d'une entreprise minière responsable ayant un rang international, comme si les rapports sur lesquels s'appuie la plainte n'étaient qu'une affabulation..

L'enquête du parquet, apparemment interrompue car on ne connaît pas ses conclusions, a réussi à procéder à une inspection *in situ*. Celle-ci a mis en évidence que Hiunumayo et Tintaya, les affluents des rivières Salado et Cañipia, révèlent la présence de résidus miniers alors que c'est justement dans les bassins andins où ils prennent leur source qu'opère Xstrata Tintaya.

D'après les plaintes déposées auprès du Ministère de l'environnement de Espinar, la contamination des eaux des rivières Salado et Cañipia affecte directement les habitants des quatre districts de Yauri et de sept communautés paysannes, dont celle de Huarca, Alto Huancané, Huija et Huija Qollana.

D'après la plainte, outre cette forme de contamination, l'entreprise possède des bassins de décantation à l'air libre dont les poussières chargées de substances toxiques sont soulevées par le vent et tombent en plein sur les habitations.

Cette réalité dramatique ne peut pas être réduite au silence par des réponses d'ordre policier. Il faut de réelles enquêtes qui débouchent sur des solutions qui soient en accord avec les normes légales qui, dans ce cas, ne sont pas appliquées par Osinergmin et encore moins par le ministre Merino. De telles mesures entraîneraient la suspension des activités de l'entreprise jusqu'à ce qu'elle applique les mesures correctrices revendiquées.

4 juin 2012 (Traduction A l'Encontre)

Source : publié par *Alencontre* - 11 juin 2012

<http://alencontre.org/suisse/xstrata-glencore-une-fusion-qui-vaut-lor-du-perou-et-la-discretion-suisse.html> - more-9323